Conjurer les discontinuités de la faculté de juger : le salut public par la communauté des affections

(Saint-Just, 1792-1794)

Sophie Wahnich

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1444>

DOI : 10.4000/elh.1444

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2018

Pagination : 105-115

ISBN : 978-2-271-12431-9

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Sophie Wahnich, « Conjurer les discontinuités de la faculté de juger : le salut public par la communauté des affections », *Écrire l'histoire* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1444> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1444>

Conjurer les discontinuités de la faculté de juger : le salut public par la communauté des affections

(Saint-Just, 1792-1794)

Dès 1789 et les débats qui animent le comité de Constitution chargé de rédiger une déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la dimension sensible de l'expérience de l'oppression est théorisée. La sensibilité est alors considérée comme une faculté à la fois divine et révolutionnaire. Comme chez le Rousseau des *Confessions*, il faut sentir pour savoir « en vérité ». Chez le premier : « Un cœur droit est [...] le premier organe de la vérité ; celui qui n'a rien senti ne sait rien apprendre¹. » Chez Robespierre : « Je déclare moi, que je la discuterai [la question de la paix et de la guerre] selon ma conscience et le sentiment impérieux de ma liberté². »

Être vertueux, c'est donc écouter la voix de sa sensibilité et l'assumer même dans la solitude. Le 11 janvier 1792,

Robespierre, solitaire dans le débat sur la guerre déclare : « Dans l'horrible situation où nous ont conduits le despotisme, la faiblesse, la légèreté et l'intrigue, je ne prends conseil que de mon cœur et de ma conscience ; je ne veux avoir d'égards que pour la vérité, de condescendance que pour l'infortune, de respect que pour le peuple³. » Il faut faire voir la vérité éternelle qui traverse le corps parlant des hommes et, selon les termes de Robespierre, « attendre de l'expérience le triomphe de la vérité⁴ ».

Si elle peut être éprouvée dans la solitude, la vérité est irréductible au nombre. Celui qui dit une vérité éprouvée ne doit donc pas être considéré comme un factieux, mais comme un homme sensible et courageux. Les compétences sensibles sont alors des moyens de dire ce qui est

juste ou injuste, d'évaluer les situations dans des épreuves sensibles de vérité. C'est ce que dit le législateur Cavellier, le 19 juin 1792, quand il affirme que seuls les Marseillais sont aptes à mettre en mots ce qu'ils vivent à Marseille et rejette effectivement la qualification de factieux pour ces patriotes ardents qui sentent peut-être mieux que les législateurs ce point x de la situation, ici la trahison du pouvoir exécutif.

Cependant, toute la difficulté est de distinguer entre voix de la vérité, fût-elle minoritaire, et voix factieuse qui ne cherche qu'à diviser artificiellement, pour voiler la vérité.

D'autre part, si la voix de la vérité est bien celle de l'intuition sensible, cette dernière peut être perturbée par l'événement révolutionnaire lui-même : il y a dans toute révolution un carambolage des temps et une discontinuité des lieux du politique qui conduisent à une fragilité

de l'expérience sur laquelle doit reposer la décision souveraine. Enfin, l'intuition sensible comme boussole nécessaire peut être elle-même détournée, pervertie, abîmée. Certains considèrent que le plus grand dommage opéré par la contre-révolution et la Terreur qui lui a fait obstacle est celui-là : avoir érodé, abrasé la sensibilité des citoyens, et ainsi leur faculté de juger.

C'est face à cette incertitude subjective que Saint-Just souhaite instituer les affections au fondement du lien social. Il s'agit alors de conjurer la discontinuité et l'incertitude, sans pour autant évacuer la responsabilité individuelle. Car cette responsabilité est le noyau valorisé de l'expérience sensible, et c'est à ce titre que l'expérience est vouée à être retraduite dans les lois et dans les mœurs. Comment rendre les citoyens responsables même de leurs émotions, et ainsi conjurer les discontinuités de l'expérience sensible ?

Penser ensemble la discontinuité communale et l'unité du souverain

L'expérience sensible de la Révolution est vécue en situation et retraduite dans l'espace délibératif qui fonde la souveraineté révolutionnaire. Cet espace délibératif est constitué d'une part des sociétés politiques – et pour les jacobins le maillage des sociétés populaires est très serré en 1793-1794 –, d'autre part des assemblées primaires, par quartier dans les villes et souvent par village en milieu rural entre 1789 et 1792. Les unes comme les autres sont à la fois des divisions du souverain groupe et ces lieux de retraduction d'expérience, groupe

politique d'un côté, nation assemblée de l'autre. Si la discontinuité est conjurée par un système de correspondances entre toutes les sociétés populaires, la division du souverain a très tôt inquiété les révolutionnaires, qui craignaient de voir se recréer des potentats locaux, et par là une autre forme de discontinuité des pouvoirs conduisant à une perversion de l'égalité politique des citoyens. Cependant, il faut bien fabriquer des groupes délibératifs conséquents, c'est-à-dire fabriquer le partage du souverain tout en affirmant que la souveraineté est une et indivisible.

La question de la discontinuité délibérative est donc aussi, malgré tout, une question de discontinuité du pouvoir souverain. Il s'agit alors de penser la manière de mettre en pratique un gouvernement populaire sur un vaste territoire comptant une population importante. Pour pouvoir s'identifier aux lois qui sont adoptées par le pouvoir législatif sans être dans un rapport d'obéissance, il faut que les citoyens en aient délibéré auparavant, et qu'ils soient capables, si la loi est mauvaise, de refuser cette identification, capables donc de résister à l'oppression des mauvaises lois grâce à leur sensibilité, à leurs intuitions sensibles révélées par la délibération. Là est pratiquement « l'orgueil de la liberté et de la vertu⁵ » : cette capacité très concrète d'exercer son métier de citoyen pour n'avoir pas à obéir aux lois mais pouvoir les aimer parce qu'elles sont décidées par soi, qu'elles sont bonnes car elles procèdent de l'amour de soi, le seul qui soit apte à la fois à rendre les émotions singulières et à en faire la pierre de touche d'une vérité sensible à communiquer aux autres.

C'est dans ses discours « Sur la division constitutionnelle du territoire » et « Sur le maximum de population des municipalités » de mai 1793 que Saint-Just explicite pratiquement cette question de l'espace délibératif, alors que la Constitution de 1793 se prépare. Il y oppose une conception territoriale et une conception civile du politique :

Le territoire est sous la garantie et la protection du souverain ; il est indivisible comme lui.

La division de l'État n'est point dans le territoire ; cette division est dans la population. Elle est établie pour l'exercice

des droits du peuple, pour l'exercice et l'unité du gouvernement.⁶

Les administrations de département doivent être supprimées pour y affaiblir le goût de l'indépendance [entendons ici *isolement*].⁷

Pour Saint-Just, l'exercice de la souveraineté suppose les petites assemblées locales de village ou de quartier, les assemblées primaires, mais celles-ci ne peuvent s'isoler et penser qu'elles sont des portions autonomes du souverain. Elles sont le lieu d'exercice de la souveraineté délibérative, où l'on peut faire mûrir les opinions politiques, les faire ensuite passer par les filtres du suffrage, puis de la représentation dans le temple des lois.

Il s'agit bien de penser indissociablement la nécessité de fabriquer les conditions de possibilité d'un espace délibératif discontinu et un souverain indivisible.

Or cet espace délibératif se nomme chez Saint-Just *commune*, et il y réfléchit très concrètement. Non seulement il affirme que « la souveraineté de la nation réside dans les communes », mais il préconise une manière de trouver les bonnes proportions de l'espace délibératif communal en termes de population et non en termes de territoire :

La population des villes et des campagnes que renferme un arrondissement, est divisée en communes de six à huit cents votants ; chaque commune a un chef-lieu central.⁸

Le chef-lieu obéit alors à une logique de point central et non à une logique de hiérarchie des pouvoirs : la souveraineté

du peuple n'est plus une fiction qui légitime la représentation nationale, mais bien l'exercice de la délibération, de l'opinion et de la résistance à l'oppression. La commune n'est pas une division de la République, elle est la garantie de la souveraineté du peuple et le lieu où la loi elle-même peut être censurée par la résistance à l'oppression si la loi est oppressive. Le lieu donc de l'exercice de l'intuition sensible.

D'emblée, Saint-Just pense la commune non comme isolement d'intérêts locaux par rapport à l'intérêt général, mais comme lieu de vigilance pour maintenir l'intérêt général. La commune n'est pas un fief, elle est une communauté de veilleurs qui doit constamment penser à protéger les droits naturels inaliénables et sacrés de l'ensemble du peuple, voire de l'humanité. À ce titre, cette conception de la commune est indissociable de la Déclaration des droits de 1793, dans ses articles qui précisent le droit de résistance à l'oppression : « La résistance à l'oppression est la conséquence des autres Droits de l'homme » (art. 33). La commune est donc bien une clé de voûte des droits et, en particulier, une garantie de la souveraineté populaire. « Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé » (art. 34). « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » (art. 35).

La commune alors n'est pas l'instrument d'un communautarisme politique fermé, mais bien une institution civile qui permet de vivre sans être assujéti, grâce à la possibilité de la délibération

et du suffrage qui vient clore celle-ci, et grâce à la possibilité d'actionner la résistance à l'oppression.

Saint-Just ne parvient cependant pas à se faire complètement entendre sur l'opposition qu'il établit entre divisions territoriales, qui fabriqueraient des divisions d'intérêt, et divisions de population, qui ne seraient qu'un dispositif d'exercice des droits naturels du souverain. Il revient à la charge quelques jours après avoir présenté son projet :

J'ai peine à concevoir qu'après avoir désigné les parties du souverain sous la dénomination de *cantons* qui appartiennent à la terre, au lieu de celle de *communes* qui désignent les hommes ; après avoir marqué la division de la République par la distribution du territoire et des autorités, au lieu de les marquer essentiellement par la distribution des citoyens et des suffrages, on vous propose aujourd'hui de distribuer la population dans les juridictions municipales.⁹

Il n'y a point de division essentiellement administrative dans une République. [...] C'est pourquoi j'aurais désiré qu'à la dénomination de *municipalité*, vide de sens dans la République, on substituât celle de conseil de communauté.¹⁰

On le voit, pour Saint-Just la commune est bien une communauté, mais une communauté qui doit localement s'auto-gérer tout en participant nationalement de l'unité du souverain. Il distingue ainsi dans l'exercice de la souveraineté un pouvoir législatif et de censure essentiellement national, mais exercé au niveau local par les citoyens et au

niveau national par leur représentants ; un pouvoir exécutif qui est celui des fonctionnaires locaux ; enfin, un pouvoir autogestionnaire local. C'est ce pouvoir autogestionnaire, pouvoir communal, qu'il appelle *administration municipale* :

L'administration municipale [...] est une administration populaire, paternelle et domestique [...]. C'est le peuple en famille qui régit ses affaires. « Il

ne faut pas diviser ses amis », dit Lycurgue.¹¹

Or cette communauté d'habitants, chez Saint-Just, est bien une communauté d'amis. À ce titre déjà une « communauté des affections ». Une communauté de citoyens amis qui aiment les lois qu'ils se sont données, les protègent de leur vigilance, inventent leur mode de vie indépendant localement.

Des expériences discontinues, une sensibilité fragilisée, Saint-Just face à l'impossible

Saint-Just est encore confiant au lendemain du procès du roi et dans le moment constituant de 1793. Il a déployé cette confiance et sa conception de la nature dans un texte théorique, *De la nature*. Mais dès les décrets de ventôse, son désespoir domine, et il imagine le pire au lendemain de la lutte des factions : « Ceux qui survivent aux grands crimes sont condamnés à les réparer¹² », dit-il le 26 germinal an II. Saint-Just doute. Peut-être que rien n'est désormais réparable, qu'il y a eu de l'irréparable.

La rupture avec l'Ancien Régime, puis avec la monarchie constitutionnelle, sera-t-elle un jour pleinement effective ? La Révolution entrera-t-elle dans les mœurs ? Dans le « Troisième fragment » des *Institutions républicaines*, la Révolution pourrait même s'effondrer, et cet effondrement serait aussi celui de Saint-Just :

Le jour où je me serai convaincu qu'il est impossible de donner au

peuple français des mœurs douces, énergiques, sensibles, et inexorables pour la tyrannie et l'injustice, je me poignarderai.¹³

Toutefois, il ne s'agit pas d'un désespoir qui confine à l'impuissance, mais d'un désespoir qui condamne à l'effort incessant : à l'organisation du pessimisme – car désormais Saint-Just est pessimiste et lutte contre ce qui vient le miner en retour de ce qui a miné la Révolution : « L'exercice de la terreur a blasé le crime, comme les liqueurs fortes blasent le palais¹⁴ », dit-il. Il est alors héritier de la conception sensualiste du moment où seule la sensibilité donne la faculté de juger des situations et de résister à l'oppression – ne plus voir le crime, c'est pour lui ne plus avoir de sensibilité naturelle, ne plus avoir de rapport spontané avec sa conscience ni avec la morale.

Le citoyen n'a d'abord de rapports qu'avec sa conscience et la morale ; s'il

les oublie, il a ce rapport avec la loi ; s'il méprise la loi, il n'est plus citoyen : là commence son rapport avec le pouvoir.¹⁵

Corrompre, au sens de dénaturer la sensibilité naturelle, c'est faire perdre le point cardinal d'une république. C'est pourquoi « un gouvernement républicain a la vertu pour principe ; sinon, la terreur. Que veulent ceux qui ne veulent ni vertu ni terreur¹⁶ ?... »

La question était apparue le 8 ventôse :

Une société dont les rapports politiques ne sont point dans la nature, où l'intérêt et l'avarice sont les ressorts secrets de beaucoup d'hommes que l'opinion contrarie et qui s'efforcent de tout corrompre pour échapper à la justice ; une telle société ne doit-elle point faire les plus grands efforts pour s'épurer, si elle veut se maintenir ? Et ceux qui veulent l'empêcher de s'épurer ne veulent-ils pas la corrompre ? Et ceux qui veulent la corrompre ne veulent-ils pas la détruire ?¹⁷

Si aimer les lois, c'est fabriquer un lien d'amour vertical légitimé par l'horizontalité de la délibération et des suffrages dans les assemblées primaires, cette horizontalité a, pendant la période de la Terreur, été mise à mal, car, si le peuple est resté constamment délibérant au niveau local pour son autogestion, les assemblées sectionnaires ou primaires n'ont plus eu autant de pouvoirs normatifs, la centralité législative a été extrême et les administrations, c'est-à-dire l'exécutif, ont pris trop de pouvoir : départements, comités de surveillance, municipalités. Saint-Just le déplore dans son rapport du 23 ventôse an II :

Tout le monde veut gouverner, personne ne veut être citoyen. Où donc est la cité ? Elle est presque usurpée par les fonctionnaires.¹⁸

On retrouve ce constat dans le « Troisième fragment » :

Une république est difficile à gouverner, lorsque chacun envie ou méprise l'autorité qu'il n'exerce pas [...] ; lorsque celui qui commande s' imagine qu'il est puissant, et non pas qu'il exerce la justice du peuple [...] ; lorsque chacun de ceux qui exercent l'autorité se croit au-dessus d'un citoyen [...]. Si les autorités faisaient partie du peuple, elles seraient plus puissantes que lui. Les autorités ne peuvent affecter aucun rang dans le peuple. Elles n'ont de rang que par rapport aux coupables et aux lois. Un citoyen vertueux doit être plus considéré qu'un magistrat... Lorsqu'on parle à un fonctionnaire, on ne doit pas dire citoyen ; ce titre est au-dessus de lui.¹⁹

Une communauté où le pouvoir d'arbitrage serait laissé aux fonctionnaires et aux insolents ne pourrait plus faire usage du droit pour résister à l'oppression : à ce moment précis, ce sont bien des rapports d'autorité et de force qui ont pris le dessus sur les rapports de jugements sensibles, ce qui est contraire à la liberté comme non-domination telle qu'elle avait été définie dans les Déclarations des droits de l'homme.

Alors toute délibération cesse, parce que dans son résultat on ne trouve plus et celui qui avait raison et celui qui était dans l'erreur, mais celui qui était le plus insolent et celui qui était le plus timide. Toute délibération cessant sur l'intérêt

public, les volontés sont substituées au droit : voilà la tyrannie.²⁰

Ainsi, la première compétence mise à mal par la lutte des factions est bien la compétence sensible qui permet de distinguer entre le juste et l'injuste, les lois oppressives et les lois émancipatrices. A été nommé *résistance à l'oppression*, voire *liberté*, un pur désir de séparation de l'intérêt général sous prétexte de l'intérêt particulier : « Qu'on mette de la différence entre être libre et se déclarer indépendant pour faire le mal²¹. » Cette confusion est une corruption des mœurs, ce que Saint-Just appelle le « fédéralisme civil²² ».

Saint-Just met alors l'accent non seulement sur la fragilité, mais sur la chute du moment révolutionnaire. « On parle de la hauteur de la révolution : qui la fixera, cette hauteur ? Elle est mobile. Il fut des peuples libres qui tombèrent de plus haut²³. » Le rapport à l'impossible a ressurgi comme une menace.

Saint-Just en appelle dans les « Fragments » à une « communauté des affections » sous une double valence. Une valence empirique permet de nommer ce qui était espéré et projeté et qui a été mis en échec dans le déroulé même de la Révolution, et de fabriquer ainsi les remèdes institutionnels qui permettront de dépasser cet échec. Une valence utopique, car les « Fragments » sont aussi,

malgré tout, le lieu d'une foi en l'impossible maintenue coûte que coûte. Cette foi maintenue permet d'inventer encore de nouvelles formes concrètes d'institutions civiles et répond de ce qui était annoncé en ventôse et germinal :

Formez les institutions civiles, les institutions auxquelles on n'a point pensé encore : il n'y a point de liberté durable sans elles. Elles soutiennent l'amour de la patrie et l'esprit révolutionnaire même, quand la révolution est passée. C'est par là que vous annoncerez la perfection de votre démocratie.²⁴

De 1792 à 1794, ce qui fonde l'espérance de Saint-Just s'est ainsi déplacé des lois aux institutions. L'amour des lois n'est pas obsolète, mais il est insuffisant tant que n'ont pas d'abord été refondées les compétences sensibles, voire naturelles de l'homme révolutionnaire. Saint-Just affirme également qu'il faut peu de lois et beaucoup d'institutions civiles. Ce n'est plus l'amour des lois qui fabrique le lien social : ce sont les affections qui vont créer un lien social vertueux, lequel conduira de fait à la fabrique de lois bonnes qui permettront de les aimer comme par instinct, par inclination même peut-être. Et ainsi seront conjurés discontinuité, divisions et effondrement.

Conjurer la discontinuité, instituer les affections, instituer une communauté des affections

Si le texte théorique de Saint-Just s'intitule en 1792 *De la nature*, celui de 1793-1794 s'intitule donc *Institutions républicaines*.

Loin désormais d'être naturelles, les affections doivent être définies comme des principes institutionnels :

Il est essentiel dans les révolutions où la perversité et la vertu jouent de si grands rôles de prononcer nettement tous les principes, toutes les définitions.²⁵

Saint-Just s'emploie dès lors à définir les affections républicaines garantes de la communauté. Ce mot *affection* connaît dans la langue française trois sens, un premier sens qui renvoie aux notions d'affects, d'émotions, de passions, de sentiments, un second sens qui renvoie à la maladie, un troisième qui est souvent celui des révolutionnaires : sentiment tendre qui attache à quelqu'un et, par extension, ceux qui sont attachés entre eux par ce sentiment tendre.

C'est cette dernière notion d'affection que l'on retrouve parmi la liste des institutions civiles à définir et à fabriquer. Sous l'intertitre « Des affections », Saint-Just évoque l'amitié entre les hommes, et l'amour entre un homme et une femme.

L'amitié prend alors un caractère public et sacré puisqu'elle est déclarée chaque année dans le temple au mois de ventôse, et que celui qui ne croit pas à l'amitié ou qui n'a pas d'amis est banni. Le temple devient le lieu de la sacralité de la souveraineté populaire, et ceux qui ne sont pas membres du souverain se retirent des temples quand on juge

un fonctionnaire. Ces « fonctionnaires accusés dans les temples n'y peuvent parler, mais leur réponse, écrite par eux-mêmes, est lue avec décence par un de leurs amis et, sans discussion, le peuple prononce si le renvoi devant les tribunaux aura lieu ou non²⁶ ». La sacralité fait ainsi lien entre la vie politique et l'intimité du lien social, qui est sacré, car il est devenu la garantie de la vertu sociale, civile et civique. Cette sacralité de l'amitié est signifiée également dans une proximité amicale qui engage jusqu'à la mort : « les amis sont placés les uns auprès des autres dans les combats » ; « ceux qui sont restés amis toute leur vie sont enfermés dans le même tombeau » ; enfin, les amis portent le deuil les uns des autres et préparent les obsèques les uns des autres, sont tuteurs des enfants en cas de divorce ou de mort du père²⁷.

Ce lien pourtant peut être rompu, mais pour des raisons explicables – l'amitié est un engagement public : « Si un homme quitte un ami, il est tenu de rendre compte au peuple, dans le temple, des motifs qui le lui font quitter²⁸. » Enfin, ce sentiment social crée une responsabilité commune : « Si un homme commet un crime, ses amis sont bannis²⁹. »

Pour Saint-Just, un groupe d'amis est ainsi collectivement responsable des actes de chacun. L'amitié produit donc, par une responsabilité réciproque, une nécessité de vertu réciproque, et à ce titre Saint-Just fait bien d'elle une *institution civile* qui fabrique cette réciprocité nécessaire pour que le lien horizontal soit solide sans qu'on ait besoin de recourir à des lois de contraintes extérieures. Mais

alors, c'est l'institution civile elle-même qui est devenue contraignante.

Cette réciprocité contraignante n'est pas sans rappeler la réciprocité qui fonde la résistance à l'oppression et le devoir d'insurrection dans la Déclaration des droits de 1793.

L'amitié telle que la définit Saint-Just serait la garantie de la résistance à l'oppression, qui était elle-même garantie contre l'oppression des gouvernements. À ce titre, la communauté des affections permettrait d'aller au-delà de la Déclaration de 1793. C'est bien parce qu'on sait désormais que le recours à la résistance à l'oppression peut être falsifié qu'il faut de telles institutions civiles. On comprend mieux dès lors la radicalité de l'exigence assortie de publicité, et de bannissement.

Venons-en à l'amour entre les hommes et les femmes, qui, lui, peut demeurer privé tant que la filiation n'est pas en jeu :

L'homme et la femme qui s'aiment sont époux, s'ils n'ont point d'enfants, ils peuvent tenir leur engagement secret, mais si l'épouse devient grosse, ils sont tenus de déclarer au magistrat qu'ils sont époux. Nul ne peut troubler l'inclination de son enfant, quelle que soit sa fortune.³⁰

Si l'amitié est publique, l'amour est privé et fondamentalement libre. Libre dans ses choix, et libre car, justement, hors institution. Seule la filiation est

institutionnalisée, avec des devoirs entre ascendants et descendants ; cependant, ce point est traité au titre non pas des affections, mais des institutions de l'enfance et de la jeunesse – institutions des écoles, institutions sur l'éducation, institutions sur les morts, hérédité, adoption... Le fameux mot *communauté* apparaît sur un mode exclusif :

Il n'y a de communauté qu'entre les époux.

Ce qu'ils apportent, ce qu'ils acquièrent entre dans la communauté. Ils ne s'unissent point par un contrat, mais par tendresse et l'acte de leur union ne constate que leurs biens mis en commun sans aucune clause.

S'ils se séparent, la moitié de la communauté leur appartient [...].

L'autre moitié appartient aux enfants ; s'il n'y a point d'enfants, elle appartient au domaine public.

Le peuple nomme, dans les temples, un tuteur aux enfants des époux séparés.

Les époux sont tenus de faire annoncer leur divorce trois mois avant dans le temple.³¹

L'amour entre un homme et une femme n'est donc pas une institution civile, mais ses effets en termes de filiation et de possessions nécessitent des institutions civiles pour la famille, famille fondée malgré tout, dans l'hypothèse de Saint-Just, par l'amour.

*
* *

Il n'est pas certain que ces institutions, qui n'ont pas vu le jour, auraient consolidé la vie civique et politique révolutionnaire, mais, en mettant en avant

l'idée d'une communauté des affections, Saint-Just veut conjurer la discontinuité des intuitions sensibles, conjurer leur fragilité. Il veut ainsi sauver la cité et la

faculté de juger de chacun, tant celle-ci est nécessaire à toute prise de décision du peuple souverain. Loin de chercher des procédures rationnelles du côté de la loi constitutionnelle, il cherche à rendre solidaires tous les liens qui unissent les hommes : familiaux, amicaux, civiques et politiques ; ces liens ainsi les obligeraient. L'indépendance était son mot d'ordre en 1792 dans *De la nature*. En 1793-1794, il fabrique l'imaginaire d'une interdépendance – qui peut être étouffante, même s'il est prévu qu'elle puisse être rompue en cas de nécessité.

Il invente alors une figure de la liberté qui suppose ce groupe d'amis, et, dans cette liberté du petit collectif qui fabrique la liberté publique, il semble inventer la fameuse fraternité-terreur

thématisée par Jean-Paul Sartre en 1960 dans la *Critique de la raison dialectique*. Une fraternité d'hommes résistants qui craignent la trahison, la leur comme celle des autres, et qui savent qu'ils ont besoin d'affections pour se hisser à la hauteur de leur exigence de liberté. La communauté des affections devait conjurer la discontinuité psychique qui tarade toute subjectivité révolutionnaire, fragile comme peut l'être le principe espérance, et la discontinuité politique qui en avait résulté. Au fondement, les affections de cette communauté devaient unir le souverain peuple et consacrer dans le vécu la sacralité de cette souveraineté, faire ainsi entrer la Révolution dans les mœurs, la rendre victorieuse par les mœurs.

Notes

1 Jean-Jacques ROUSSEAU, *Œuvres complètes*, 1. *Les Confessions. Autres textes autobiographiques*, Gallimard (Bibliothèque de la Pléiade), 1962, p. 495.

2 ROBESPIERRE, discours du 14 décembre 1791, dans *Œuvres*, t. VIII, *Discours. 3^e partie, octobre 1791-septembre 1792*, PUF, 1954, p. 44.

3 *Id.*, discours du 11 janvier 1792, *op. cit.*, p. 109.

4 *Id.*, discours du 18 décembre 1791, *op. cit.*, p. 47.

5 L'expression est de SAINT-JUST : *L'Esprit de la Révolution et de la constitution de France*, V, I, « De l'amour de la patrie », dans *Œuvres complètes*, édition établie et présentée par Anne Kupiec et Miguel Abensour, Gallimard (Folio. Histoire), 2004, p. 456 (édition de référence dans la suite de l'article).

6 « Discours sur la division constitutionnelle du territoire », p. 581-582.

7 *Ibid.*, p. 580.

8 *Ibid.*, p. 582.

9 « Discours sur le maximum de population des municipalités », p. 583-584.

10 *Ibid.*, p. 587.

11 *Ibid.*, p. 586.

12 « Rapport sur la police générale », p. 744.

13 *Institutions républicaines*, p. 1137-1138.

14 *Ibid.*, p. 1141.

15 *Ibid.*, p. 1138.

16 *Ibid.*, p. 1139.

17 « Rapport sur les personnes incarcérées », p. 657-658.

18 « Rapport sur les factions de l'étranger », p. 691.

19 *Institutions républicaines*, p. 1138-1139.

20 *Ibid.*, p. 1091.

21 « Rapport sur la police générale », p. 764.

22 *Institutions républicaines*, p. 1137.

23 *Ibid.*, p. 1141.

24 « Rapport sur la police générale », p. 763.

25 *Institutions républicaines*, p. 1090.

26 *Ibid.*, p. 1106.

27 *Ibid.*, p. 1102-1103.

28 *Ibid.*

29 *Ibid.*, p. 1102.

30 *Ibid.*

31 *Ibid.*, p. 1123-1124.